

# ACTUALITE

**CRISE ALIMENTAIRE** Alors que le monde, y compris la France, est touché, le nouveau rapporteur des Nations unies réagit dans *La Vie*.

## LE SPECTRE DE LA FAMINE MONDIALE

■ C'est le plus grand scandale de notre siècle : plus de 850 millions de personnes sur la planète souffrent de malnutrition, et ce chiffre devrait encore augmenter, alors que les chefs d'État du monde entier se sont engagés à plusieurs reprises à s'attaquer au fléau. Les récentes émeutes de la faim sont venues rappeler brutalement l'urgence du problème, mais aussi sa complexité. Combattre la faim, c'est tout à la fois soigner en priorité les plus malnutris en danger de mort, fournir de la nourriture aux affamés chroniques, soutenir le

progrès des agricultures vivrières et réguler des cours mondiaux devenus fous.

Alors que vient de s'achever, à Rome, un nouveau sommet de la FAO, et que notre journal organise pour la septième année, à Paris, ses Rencontres de l'humanitaire, où le thème de la sécurité alimentaire sera bien sûr abordé, *La Vie* donne la parole à Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'Onu sur le droit à l'alimentation, et aux responsables des banques alimentaires françaises, qui tirent la sonnette d'alarme. ●



FRANCE COFFRIN/WAF

Olivier de Schutter.

**Plus de 40 pays touchés par la crise alimentaire**, des émeutes de la faim...

En poste depuis seulement le 1<sup>er</sup> mai, le nouveau rapporteur spécial de l'Onu sur le droit à l'alimentation, qui succède à Jean Ziegler, fait face à une

crise sans précédent. Alors que la FAO vient de tenir à Rome un sommet mondial sur la sécurité alimentaire, Olivier de Schutter, 39 ans, ancien secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), professeur de droit à l'université de Louvain, en Belgique, milite auprès des instances internationales pour développer partout un « *droit opposable à l'alimentation* ».

**LA VIE. Comment la communauté internationale peut-elle réagir ?**

**OLIVIER DE SCHUTTER.** Le système semble devenu fou. Mais cette crise agit comme un révélateur de problèmes

structurels. En ce sens, elle peut être salubre, si elle nous permet de réformer le système de manière radicale. Il serait dangereux de s'en tenir aux actions purement humanitaires ou aux réactions dictées par la seule urgence. Nous devons aller vers un véritable *new deal* en matière d'alimentation.

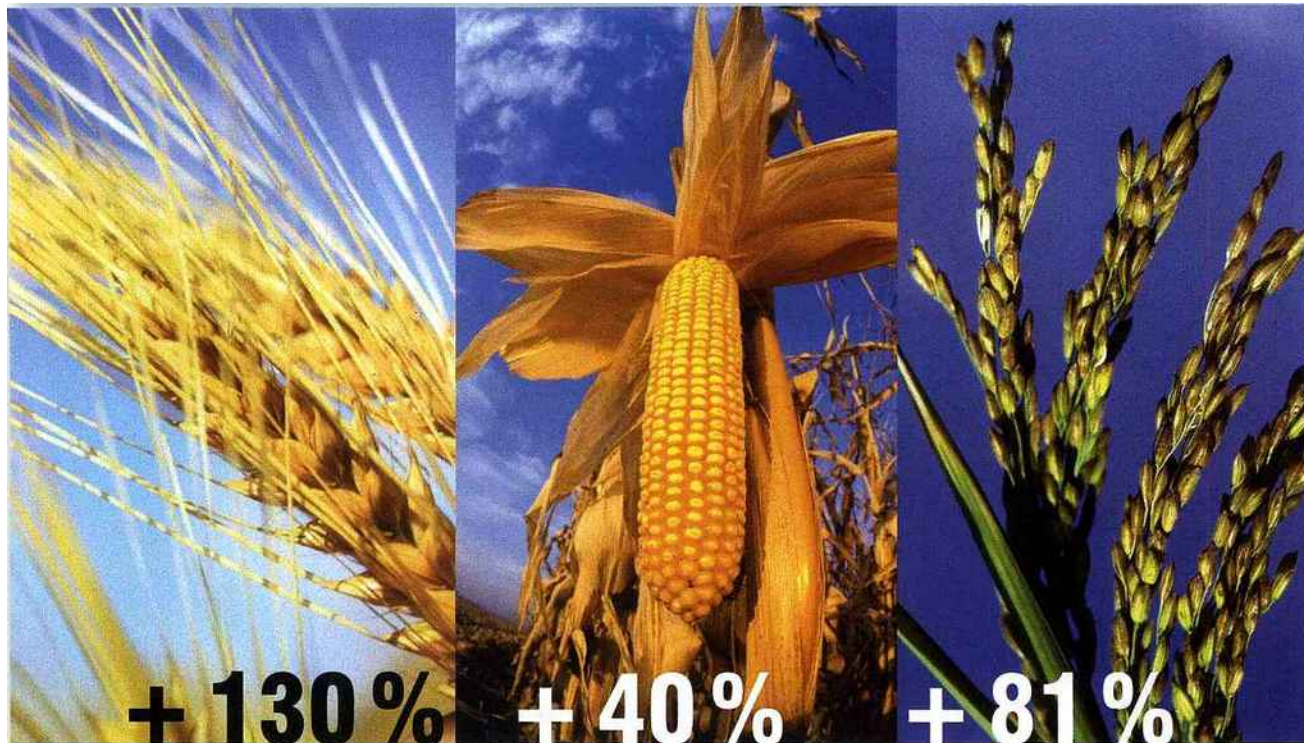
**Essor des agrocarburants, augmentation de la consommation de viande en Chine et en Inde, etc. Quel est le facteur déterminant du déclenchement de la crise ?**

**O.S.** Tout est lié. Ainsi, l'essor des agrocarburants est encouragé par la très forte hausse du prix du pétrole depuis quatre ou cinq ans. Ce qui accentue la concurrence entre la culture des céréales destinées à l'alimentation et celle destinée aux carburants. Or, la terre arable n'existe pas en quantité infinie ! Résultat : l'offre en matières premières alimentaires a du mal à suivre la demande. D'autant plus que les classes moyennes des pays émergents, comme la Chine ou l'Inde, consomment désormais davantage de produits laitiers et de viande. Ainsi, pour cha-

que calorie de viande, 9 calories de céréales sont nécessaires pour nourrir le bétail... Mais il y a des causes moins connues, sur lesquelles la communauté internationale ne se penche pas assez. Personne ne semble s'interroger sur les conséquences de la très forte concentration qui existe dans le secteur de l'agroalimentaire, où des grands groupes, tels que Nestlé, Kraft ou encore Cargill, occupent des positions dominantes. Or, le déséquilibre entre les petits producteurs et ces grands groupes signifie que la hausse des prix sur les marchés mondiaux ne va bénéficier que marginalement aux petits paysans. De même, tous ces facteurs à l'origine de la crise encouragent la spéculation sur les marchés et, notamment, l'intérêt des fonds d'investissement pour les matières premières agricoles. Sur certaines places boursières spécialisées, les sommes investies dans les marchés à terme sur ces matières premières ont été multipliées

**Un camp de réfugiés en Birmanie, fin mai. L'aide internationale arrive au compte-gouttes.**





Augmentation du prix du blé, du maïs et du riz entre janvier 2007 et mars 2008.

► par quatre ou cinq en l'espace d'une année ! Cela participe sans doute pour un tiers dans l'augmentation brutale des prix.

**Que pensez-vous de la banque belge KBC, qui a diffusé en mai une publicité pour des assurances-vie dont les rendements sont liés à la flambée des prix, avec ce slogan : « Profitez de la hausse des prix alimentaires... »**

O.S. Je la trouve évidemment choquante. Mais ce n'est pas tant la publicité qui pose problème que la réalité qu'elle met en avant : les spéculations financières sur les cours des matières premières ne sont pas maîtrisées. Ces mouvements de capitaux créent des écarts considérables sur les prix, parfois d'un jour à l'autre. C'est la raison pour laquelle je pense que la spéculation doit faire l'objet d'une discussion internationale. Différentes pistes peuvent être envisagées, telles que la taxation des mouvements spéculatifs ou, de manière plus réaliste, la reconstitution de stocks au niveau des pays ou des régions. Cela permettrait d'écouler des produits alimentaires lorsque les prix montent à cause de la spéculation. Une façon de couper l'herbe sous le pied des spéculateurs et de renfor-

## Les chiffres de la crise

### La faim

- 856 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde.
- 2 à 5 millions d'enfants de moins de 3 ans meurent chaque année de malnutrition.

### L'aide

- 770 millions de dollars : le montant de la rallonge demandée par George Bush au Congrès, portant l'aide américaine à 1 milliard de dollars en 2008.
- 755 millions de dollars : la rallonge d'urgence demandée par le Programme alimentaire mondial pour cette année, afin de lui permettre de mener à bien son action.
- 440 millions d'euros : le montant de l'aide pour laquelle la Commission européenne s'est engagée pour 2008.

cer l'offre pour faire baisser les prix. Or, ces stocks qui étaient couramment détenus par les États jusque dans les années 1970 ont quasiment disparu, notamment parce que les plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) des années 1980 ont encouragé les États à ne plus constituer de réserves alimentaires en raison des coûts de leur maintien et des risques de corruption ou d'utilisation sélective. Beaucoup de pays se sont donc débarrassés de ces stocks,

qui sont aujourd'hui à un niveau historiquement bas.

## La crise va-t-elle nous obliger à tout repenser au plan mondial ?

O.S. Nous allons être confrontés à un choix fondamental, en particulier en Afrique subsaharienne. Soit une agriculture privilégiant les grandes exploitations avec de hauts rendements par hectare et tournée vers l'exportation, comme lors des révolutions vertes, qui, au cours des années 1970 et 1980, ont conduit à l'accroissement de la productivité en Asie du Sud, notamment en Inde. Soit, à l'inverse, une agriculture plus respectueuse de l'environnement et des besoins de consommation locale, favorisant les exploitations familiales, avec des technologies plus soucieuses de la qualité des sols. Il y a des partisans d'une révolution verte *bis* pour l'Afrique, que promeut la fondation Bill et Melinda Gates. Mais je suis aussi à l'écoute des ONG et des organisations paysannes qui avertissent contre le risque de reproduire les erreurs du passé. Les révolutions vertes ont bénéficié aux grandes exploitations, au détriment des petits paysans – dont la dépendance a été renforcée –, et ont conduit à la dégradation rapide des sols.

## CRISE ALIMENTAIRE ACTUALITE

**En 2007, la FAO a rendu un rapport sur les potentialités mondiales de l'agriculture biologique, plus précisément de « l'agroécologie », moins coûteuse, car elle se passe d'intrants. Qu'en pensez-vous ?**

O.S. Certains affirment que l'agroécologie ne pourra jamais produire suffisamment pour nourrir la planète. D'autres disent que c'est la seule possibilité. Mais il y a tout un spectre de propositions intermédiaires. Je suis très inspiré par un rapport publié en avril dernier par un groupe de 400 experts agronomes et approuvé par une soixantaine de pays : l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (Eistad), qui liste des propositions concrètes pour une agriculture respectueuse de l'environnement et soucieuse de son impact sur les structures sociales. Comme, par exemple, investir dans les infra-

structures qui permettent de conserver les récoltes. En Afrique subsaharienne, les paysans n'ont pas de silos pour stocker leur récolte dans de bonnes conditions, et des quan-

**« En Inde, chaque village possède une réserve alimentaire en prévision de la famine »**

tités importantes de denrées sont parfois perdues avant leur mise sur le marché !

**Dès votre nomination, vous avez demandé une session spéciale du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur « le droit à l'alimentation », qui a eu lieu le 22 mai.**

**En quoi la mise en avant de ce droit peut-elle avoir des effets concrets ?**

O.S. Ce fut historique. Il y a déjà eu des sessions spéciales du Conseil des droits de l'homme sur le Darfour, la

Birmanie, etc. C'est la première fois que cette instance se réunit pour parler d'un droit économique et social concernant un grand nombre d'États. Il a adopté une résolution : la communauté internationale doit imaginer des solutions à la crise qui prennent en compte la reconnaissance du droit à l'alimentation. Cela signifie que les États seraient beaucoup mieux armés s'ils mettaient en œuvre notamment « un droit opposable à l'alimentation ». En Inde, par exemple, chaque village possède une réserve alimentaire. En période de famine, elle doit être mise à la disposition de la population. Sinon, les habitants peuvent porter plainte et les tribunaux obligent les autorités à assurer la distribution de nourriture disponible. Je pense qu'il faut absolument généraliser ce type de pratique dans les pays en situation d'insécurité alimentaire. ●

INTERVIEW ANNE GUION

**CHERTÉ** En un an, les prix des denrées ont fait un bond de 5 % en moyenne, en France. Intenable pour les foyers qui dépendent de l'aide alimentaire.

## TROIS MILLIONS DE FRANÇAIS SE SERRENT LA CEINTURE

**■** Aujourd'hui, c'est mercredi et Jian n'a pas école. Boulevard de la Chapelle, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il attend la fin du marché aux légumes avec sa maman, qui a calé sous son bras deux cabas vides qu'elle espère bien remplir une fois que les maraîchers auront plié bagage. Des poires, des cerises, un brocoli ou un melon... « *J'aimerais pouvoir acheter ces fruits et légumes comme tout le monde, confie la jeune femme. Mais c'est impossible. Nous n'avons pas assez d'argent.* » Doung

**« En six mois le poste lait, fromage et œufs a connu une augmentation de près de 10 % ! »**

n'en dira pas plus sur ses revenus. Par pudeur. Son mari ignore qu'elle « fait la fin des marchés » chaque mercredi pour ramener des produits frais à la maison. Comme elle, ils sont une

douzaine – dont une majorité de personnes âgées – à vérifier que les cageots de bois ne recèlent pas quelques marchandises. Un peu plus loin, les éboueurs patientent encore avant de passer leur jet d'eau sur le bitume.

**Cinquième puissance économique mondiale**, la France abriterait, selon la Fédération des banques alimentaires, près de 3 millions de personnes contraintes à recourir à l'aide associative pour subvenir à leurs besoins. Une situation d'autant plus criante que le prix des denrées a explosé en quelques mois. « *Entre septembre 2007 et février 2008, le poste lait, fromage et œufs a connu une augmentation de prix de 9,8 %*, constate l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques). *Cette hausse n'avait été que de 2,1 % entre 2001 et 2007.* » En moyenne, en un an,

les prix alimentaires ont crû de 5 % en France et de 6,6 % dans l'Union européenne.

**Les Restos du cœur** ont été les premiers à s'en alarmer. Il y a deux mois, l'association annonçait que cette flambée des prix entraînerait un déficit de 5 600 tonnes de denrées lors de sa prochaine campagne hivernale. Quelques jours plus tard, la Croix-Rouge pronostiquait qu'elle offrirait 5 à 6 millions de repas de moins qu'en 2007. « *Il est impossible d'imaginer une telle perspective, s'indigne Jean-François Mattei, président de la Croix-Rouge. Car notre porte est la dernière que les gens poussent pour trouver de l'aide. Il faut absolument que l'Union européenne dégage une aide d'urgence, quitte à différer d'autres projets.* » Mise en cause par les associations, la dotation du Programme européen d'aide aux plus démunis (Pead).

## ACTUALITE CRISE ALIMENTAIRE



Fin de marché à Barbès (XVIII<sup>e</sup>). De plus en plus nombreux, ils glanent les invendus.

« Malgré la flambée des prix, la France a touché 50 982 500 millions d'euros, cette année, contre 49 815 000 millions, l'an dernier, soit un budget quasi constant, rapporte Pierre de Poret, président de la Fédération française des banques alimentaires. Mécaniquement, les tonnages que nous récupérerons seront inférieurs, sans doute, de 10 % environ. »

Pour l'heure, Pierre Brun se veut rassurant. Responsable des approvisionnements de la Banque alimentaire Paris-Île-de-France, il affirme

que son entrepôt d'Arcueil (Val-de-Marne) est « toujours rempli ». Sur près de 500 m<sup>2</sup>, des centaines de palettes sont réparties : d'un côté, le lait, de l'autre, les conserves. Le long du mur, quatre frigos abritent les produits frais. Tous ces vivres ont été donnés par l'industrie agroalimentaire ou par les grandes surfaces, du fait d'un emballage endommagé ou d'une date de péremption jugée trop courte pour que le produit reste en rayon. « Chaque jour, nous distribuons 20 tonnes de denrées à 260 associations de la région parisienne. Nous aidons ainsi pas

moins de 120 000 personnes », récapitule Pierre Brun.

Dans un brouhaha incessant de chariots, Max Fleury hisse dans son camion des dizaines de boîtes de petits pois. Coprésident de l'association L'un est l'autre, il sait qu'il aura à servir plus de 1 000 repas ce week-end, Porte de la Villette, à Paris. « Je vais leur faire des coquillettes bolognaises, samedi, et du poulet-petits pois, dimanche », annonce-t-il. Polyvalent, Max achemine la marchandise jusqu'à des cuisines louées par l'association, où il se mettra ensuite à l'œuvre pour que les repas soient fin prêts. « Le week-end, beaucoup d'associations ferment. Nous sommes donc là pour combler un vide. » Même s'il s'approvisionne en priorité à la Banque alimentaire, Max passe aussi par le marché de Rungis (Val-de-Marne), où il a gardé nombre d'amis du temps où il y officiait lui-même en tant que boucher. « C'est là que j'ai pris conscience que les prix avaient vraiment augmenté : avant, j'achetais 12 salades pour 4,5 € contre 6 aujourd'hui. Quant au riz, il est passé de 1,15 € le kg à 1,35. Et je ne vous parle même pas du prix de l'essence pour mon camion... Dans une petite association comme la mienne, ça change tout. »

La hausse des prix change tout aussi pour les Français, qui, lors des opérations de solidarité nationale, se sont révélés moins généreux que par le passé. « Pour la première fois en 2007, notre grand week-end de collecte était en baisse de 4 % », déplore Pierre de Poret. Même déception du côté de la Croix-Rouge à la suite de la quête annuelle de l'association : « Nos appels n'ont pas été entendus. Cela traduit la difficulté croissante qu'ont les gens à donner. » Une fois encore, la question du pouvoir d'achat apparaît, brûlante, sur le devant de la scène. « La précarité ne cesse de grimper, poursuit Jean-François Mattei. Pas seulement pour ceux qui sont à la rue et au chômage, mais même pour ceux qui ont un logement et un emploi. Nous vivons dans une société où l'angoisse remplace progressivement l'espérance. »

SOAZIG LE NEVÉ

partenaire  
**la vie**

## LE SALON DES SOLIDARITÉS

■ Dès 15 heures, ce vendredi 6 juin, et pendant tout le week-end, La Vie vous convie au Parc floral de Paris (métro Château-de-

Vincennes), en partenariat avec le Salon des solidarités, pour les 7<sup>es</sup> Rencontres de l'humanitaire. Créé en 2001, ce rendez-vous annuel de réflexion autour des questions de la solidarité internationale rassemble le grand public, les bénévoles des associations, les professionnels de l'humanitaire et les pouvoirs publics, autour de six tables rondes. Au programme de cette année : la crise alimentaire (vendredi, 15 heures), le rôle des entreprises dans la solidarité internationale (vendredi, 17 heures), l'Europe de la solidarité (samedi, 11 heures), les leçons de l'Arche de Zoé (samedi, 14 h 30), le rôle des collectivités territoriales (samedi, 16 h 30) et l'engagement dans la solidarité internationale (dimanche, 11 heures). 250 exposants vous attendent également sur le Salon, ainsi que de nombreuses autres animations (voir en page 58 de ce même numéro). Rens. : [www.salondessolidarites.org](http://www.salondessolidarites.org)